

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No.: 500-06-000756-151

COUR SUPÉRIEURE
(ACTION COLLECTIVE)

DAVID HURST

Demandeur/Représentant

vs.

AIR CANADA

Défenderesse

**AVIS AUX MEMBRES
(TEXTE INTÉGRAL)**

1. **PRENEZ AVIS** que l'exercice d'une action collective a été autorisé le 27 janvier 2017 par jugement de l'honorable Juge Pepita G. Capriolo de la Cour Supérieure du Québec pour le compte des personnes physiques faisant partie du groupe décrit ci-après, à savoir:

Tous les « consommateurs » au sens de la *Loi sur la protection du consommateur (L.P.C.)*, qui, au Canada, entre le 25 août 2015 et le 28 août 2015, ont:

a) Acheté, reçu et/ou acquis un billet d'avion à partir du site Web d'Air Canada qui comprenait des crédits pour dix vols aller-simple en classe affaires dans l'ouest des États-Unis et/ou du Canada (la « Passes de vols »); et

b) dont ladite passe de vols a été livrée à leur compte du site Web d'Air Canada et ensuite retirée de leur compte du site Web par Air Canada.

(ci-après: le « **groupe** »)

2. Le recours collectif autorisé par ce jugement devra être exercé dans le district de Montréal.
3. Le statut de représentant pour l'exercice du recours collectif a été attribué à **David Hurst**.
4. L'adresse du Demandeur/Représentant **David Hurst** est:

c/o Evolink Law Group
4388 Still Creek Drive, Suite 237
Vancouver, British Columbia V5C 6C6

et

c/o Champlain Avocats
1434, rue Sainte-Catherine Ouest, Bureau 200
Montréal, Québec H3G 1R4

5. L'adresse de la Défenderesse **Air Canada** est:

7373, boulevard Côte-Vertu Ouest
Ville Saint-Laurent, Québec H4S 1Z3

6. Les principales questions de fait et de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes:
 - a. Air Canada a-t-elle contrevenu à l'article 224 c) de la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec (« **L.P.C.** »)?

- b. Le comportement d'Air Canada allégué aux paragraphes 29 à 35 de la « *Amended Application for Authorization to Institute a Class Action* » a-t-il contrevenu à l'article 219 de la *L.P.C.*?
 - c. Air Canada a-t-elle failli à respecter ses obligations à l'égard de chacun des membres du groupe selon les termes du contrat pour les passes de vols?
 - d. Dans l'affirmative, les membres du groupe ont-ils le droit de réclamer d'Air Canada le paiement de dommages compensatoires composés de ce qui suit :
 - i. Une somme d'argent estimée à 7200 \$ plus taxes par membre du groupe, le tout représentant la différence entre le prix d'achat de chaque passe de vols convenu entre la défenderesse et un membre du groupe et le prix attribué par la défenderesse à la valeur de la passe de vols;
 - ii. Une somme de 500 \$, à titre de dommages punitifs; et
 - iii. Les intérêts et l'indemnité additionnelle prévus par le *Code civil du Québec* sur les montants susdits, à compter de la date d'achat des passes de vols.
7. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes:
- ACCUEILLIR l'action collective du Représentant et des membres du groupe;
- DECLARER Air Canada responsable des dommages subis par le Représentant et les membres du groupe;

CONDAMNER Air Canada à payer à chacun des membres du groupe un montant en dommages-intérêts compensatoires d'un montant à déterminer par la Cour, plus les intérêts et l'indemnité additionnelle prévus au *Code civil du Québec* (« **C.c.Q.** »), depuis la date de l'achat des passes de vols;

CONDAMNER Air Canada à payer à David Hurst et à chacun des membres du groupe une somme à titre de dommages-intérêts punitifs, d'un montant à déterminer par la Cour, plus les intérêts et à l'indemnité additionnelle prévus au C.c.Q.;

CONDAMNER Air Canada à payer les frais de justice, y compris les frais d'avis et les frais d'experts;

ORDONNER que les condamnations qui précèdent fassent l'objet d'un recouvrement collectif;

RENDRE tout autre ordonnance que le Tribunal pourrait déterminer opportune et qui serait dans l'intérêt des membres du groupe;

DECLARER que tout membre qui n'a pas requis son exclusion du groupe dans le délai prescrit est lié par tout jugement rendu dans le cadre de cette action collective;

LE TOUT avec intérêt et indemnité additionnelle prévus au C.c.Q. et frais de justice, y compris les frais d'avis et, s'il en est, les frais d'experts y compris ceux requis pour établir le montant des ordonnances de recouvrement collectif;

8. L'action collective à être exercée par le représentant pour le compte des membres du groupe consistera en une action de type compensatoire et en dommages-intérêts punitifs.
9. Tout membre faisant partie du groupe, qui ne s'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir par rapport à la présente action collective;

10. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure, sauf permission spéciale, a été fixée au **vendredi 8 septembre 2017 à 17h00 heure de l'Est.**
11. Un membre, qui n'a pas déjà formé une demande personnelle peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure, du district de Montréal, par courrier recommandé, avant l'expiration du délai d'exclusion.
12. Tout membre du groupe qui a formé une demande devant les tribunaux du Québec dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure du groupe, s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion.
13. Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais judiciaires du recours collectif.
14. Un membre peut demander au Tribunal d'intervenir, si cette intervention est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande de la défenderesse. Un membre qui n'intervient pas à l'action collective ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable que si le Tribunal le considère nécessaire.

Montréal, Québec, le **20 juin 2017**

*LES PROCUREURS DU DEMANDEUR/REPRÉSENTANT DAVID
HURST*

M^e Jérémie John Martin
M^e Sébastien A. Paquette
Champlain Avocats
1434, rue Sainte-Catherine Ouest, Bureau 200

Montréal, Québec H3G 1R4
Tél : 514-866-3636
Courriel : info@champlainavocats.com

Mr. Simon Lin
Evolink Law Group
4388 Still Creek Drive, Suite 237
Burnaby, British Columbia V5C 6C6
Tél : 604-620-2666
Courriel : simonlin@evolinklaw.com

LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ APPROUVÉE PAR LE TRIBUNAL

ACTION COLLECTIVE DE DAVID HURST CONTRE AIR CANADA
ERREUR DE PRIX DE PASSES DE VOL EN AOÛT 2015

La Cour Supérieure du Québec a autorisé, le 27 janvier 2017, l'exercice d'une action collective contre Air Canada, laquelle aurait refusé d'honorer les prix annoncés pour l'une de ses passes de vols, en contravention de la *Loi sur la protection du consommateur*. Ces allégations n'ont pas été prouvées devant les tribunaux.

QUI EST MEMBRE DU RECOURS?

En somme, le recours collectif vise tous les consommateurs résidant au Canada qui ont acheté les passes de vols « Canada – Ouest et États-Unis - Ouest » en classe affaires sur le site internet d'Air Canada entre le 25 août 2015 et le 28 août 2015 et qui ont vu leurs achats annulés par Air Canada par la suite.

QUE VISE L'ACTION COLLECTIVE?

L'action collective vise à déterminer si Air Canada exigeait de ses clients un prix supérieur à celui annoncé sur son site internet, contrairement à la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec.

QUE POURRIEZ-VOUS OBTENIR?

L'action collective cherche à obtenir pour les membres une compensation et une condamnation à des dommages punitifs.

Un membre du groupe **ne peut** être appelé à payer les frais judiciaires du recours collectif de la défenderesse.

COMMENT S'EXCLURE?

Si vous désirez vous exclure du groupe, vous devez avant le vendredi 8 septembre 2017 à 17h00 heure de l'Est en aviser le greffe de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé au 1, rue Notre Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6.

La demande d'exclusion doit être faite par écrit avec référence à l'action collective identifiée sous le numéro de cour 500-06-000756-151.

Entre autres, les personnes qui souhaitent exercer elles-mêmes un recours individuel à leurs frais ont intérêt à s'exclure du recours collectif.

QUI REPRÉSENTE LES MEMBRES?

David Hurst a été désigné pour agir comme représentant des membres du groupe.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

Cet avis n'est qu'un résumé de l'avis aux membres dont le texte complet peut être consulté sur les sites internet identifiés ci-dessous. Vous pouvez également y consulter le jugement d'autorisation et la demande introductive d'instance. Vous pouvez également contacter les procureurs du représentant, dont les coordonnées sont les suivantes;

Champlain Avocats
www.champlainavocats.com
Fax: (514) 800-0677
Telephone: (514) 866-3636

Evolink Law Group
www.evolinklaw.com
flightpass@evolinklaw.com
Telephone: (604) 620-2666

Registre des actions collectives

<http://services.justice.gouv.qc.ca/dgsj/rrc/Accueil/Accueil.aspx>

LE TEXTE DE CET AVIS A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE TRIBUNAL. EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE CET AVIS ET L'AVIS INTÉGRAL, CE DERNIER PRÉVAUDRA.

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
No.: 500-06-000756-151

SUPERIOR COURT
(CLASS ACTION)

DAVID HURST

Plaintiff/Representative

vs.

AIR CANADA

Defendant

**NOTICE TO MEMBERS
(COMPLETE TEXT)**

1. **TAKE NOTICE** that on January 27, 2017 a class action was authorized by judgment of the Honorable Madam Justice Pepita G. Capriolo of the Superior Court of Québec on behalf of all individuals forming part of the group hereinafter described:

All “consumers” within the meaning of the *Consumer Protection Act*, in Canada, who between August 25, 2015 and August 28, 2015:

- a) Purchased, received and/or acquired a flight pass from Air Canada’s internet website, which consisted of credits for ten business class one-way flights in the Western USA and/or Canada (the “Flight Pass”); and
- b) Had their Flight Pass delivered to their Air Canada internet website account and subsequently

removed from their internet website account by Air Canada.

hereinafter referred to as the “**Class**”.

2. The class action authorized by this judgment shall be exercised in the district of Montréal.
3. The status of representative for this class action has been granted to **David Hurst**.
4. The address of the Plaintiff/Representative **David Hurst** is:

c/o Evolink Law Group
4388 Still Creek Drive, Suite 237
Vancouver, British Columbia V5C 6C6

and

c/o Champlain Avocats
1434 Sainte-Catherine Street West, Suite 200
Montréal, Québec H3G 1R4

5. The address of the Defendant **Air Canada** is:

7373 Côte-Vertu Boulevard West
Ville Saint-Laurent, Québec H4S 1Z3

6. The principal questions of fact and law to be treated with collectively are the following:
 - a. Did Air Canada contravene Article 224(c) of the Québec *Consumer Protection Act* (“CPA”)?
 - b. Does Air Canada’s conduct alleged in paragraphs 29-35 of the “*Amended Application for Authorization to Institute a Class Action*” contravene Article 219 of the CPA?

- c. Did Air Canada fail to perform its obligations under the contract for Flight Pass(es) with each member of the Class?
- d. Are the Class Members entitled to compensatory damages from Air Canada, consisting of:
 - i. a monetary amount estimated to be \$7,200 plus taxes per Class Member which represents the difference between the Flight Pass purchase price agreed upon by the Defendant and a Class Member and the price that the Defendant claims the Flight Pass to be worth;
 - ii. the amount of \$500 in punitive damages per Class Member; and
 - iii. the interest and additional indemnity set out in the *Civil Code of Québec* on the above amounts, from the date of initial date of purchase of the Flight Pass.

7. The conclusions sought in relation to these questions are the following:

GRANT the class action of the Plaintiff and each of the Class Members;

DECLARE Air Canada liable for the damages suffered by the Plaintiff and each of the members of the Class;

CONDEMN Air Canada to pay an amount in compensatory damages to each member of the Class, in an amount to be determined by the Court, plus interest as well as additional indemnity, under Article 1619 of the *Civil Code of Québec* ("CCQ"), since the date of purchase;

CONDEMN Air Canada to pay an amount in punitive and/or exemplary damages to each member of the Class, in an amount to be determined by the Court, with interest as well as the additional indemnity, under Article 1619 of the CCQ;

CONDEMN Air Canada to bear the costs of the present action including expert, expertise, and notice fees;

ORDER that the above three condemnations be subject to collective recovery;

RENDER any other order that this Honourable Court shall determine and that is in the interest of the Members of the Class;

DECLARE that all Members of the Class that have not requested their exclusion from the Class in the prescribed delay are bound by any judgment rendered in the class action;

THE WHOLE with interest and additional indemnity provided for in the CCQ and with full costs and expenses including publication fees to advise members and expert fees, if any, including those required to establish the amount of the orders for collective recovery.

8. The class action to be exercised by the representative for the benefit of the members of the Class will be an action for compensation and for punitive damages.
9. Any member of the Class who has not requested his or her exclusion in the manner set out below will be bound by the judgment to be rendered in the class action.
10. The date after which a member may no longer be excluded without special permission has been fixed as **Friday, September 8, 2017 at 5:00PM Eastern Time.**
11. A member who has not as yet brought a personal action may be excluded from the Class by advising the Clerk of the Superior Court of the district of Montréal by registered mail before the expiry of the delay for exclusion.
12. Any member of the Class who has brought an action in the Québec courts which the final judgment in the class action would decide is

deemed be excluded from the Class if he or she does not discontinue the said Québec court action before the expiry of the delay for exclusion.

13. A member of the Class other than a Representative or an Intervenor cannot be condemned to pay the costs of the class action.
14. The Court may permit a member to intervene if it considers such intervention useful to the Class. An intervening member is bound to submit to an examination on discovery at the request of the Defendant. A member who does not intervene in the class action may not be required to submit to an examination on discovery unless the Court considers it necessary.

Montréal, Québec, June 20, 2017

**THE ATTORNEYS FOR THE
PLAINTIFF/REPRESENTATIVE DAVID HURST**

Me. Jérémie John Martin
Me. Sébastien A. Paquette
Champlain Lawyers
1434 Sainte-Catherine Street West, Suite 200
Montréal, Québec H3G 1R4
Tel: 514-866-3636
Email: info@champlainavocats.com

Mr. Simon Lin
Evolink Law Group
4388 Still Creek Drive, Suite 237
Burnaby, British Columbia V5C 6C6
Tel: 604-620-2666
Email: simonlin@evolinklaw.com

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN APPROVED BY THE
COURT**

CLASS ACTION: HURST VERSUS AIR CANADA

MISPRICED AIR CANADA 10-SEGMENT FLIGHT PASS IN AUGUST 2015

On January 27, 2017, the Superior Court of Québec authorized a class action against Air Canada who is alleged to have refused to honour advertised prices for one of its flight passes in contravention of the *Consumer Protection Act*. These allegations have not been proven in Court.

WHO IS A CLASS MEMBER?

Briefly, the class action includes all consumers residing anywhere in Canada who bought the “Western Canada and Western USA Plus” flight pass for Business Class travel on Air Canada’s website between August 25, 2015 and August 28, 2015 and who had their purchases cancelled by Air Canada thereafter.

WHAT IS THE GOAL OF THE CLASS ACTION?

The class action seeks to establish whether Air Canada required its customers to pay a price higher than the one advertised on its website in contravention of the Québec *Consumer Protection Act*.

WHAT CAN YOU GET?

The Class Action seeks to obtain for class members compensation and punitive damages.

A class member **cannot** be ordered to pay a defendant’s costs for the class action.

HOW TO EXCLUDE YOURSELF?

If you wish to exclude yourself from the class you must advise the Clerk of the Superior Court of Québec in the district of Montréal by registered mail to 1 Notre Dame Street East, Montréal, Québec, H2Y 1B6 by no later than Friday, September 8, 2017 at 5:00PM Eastern Time.

The request for exclusion must be made in writing with reference to the class action identified by the court file number 500-06-000756-151.

Among others, people who wish to bring an individual action at their own expense have the interest to exclude themselves from a class action.

WHO REPRESENTS THE MEMBERS?

Mr. David Hurst has been designated by the Court to represent the members of the class.

FOR FURTHER INFO

This notice is only a summary of the notice to members, the complete text of which may be found on the websites identified below. The judgment authorizing the class action and the application to institute proceedings can also be found on the same websites. You may also contact the representative's attorneys:

Evolink Law Group
www.evolinklaw.com
flightpass@evolinklaw.com
Telephone: (604) 620-2666

Champlain Avocats
www.champlainavocats.com
Fax: (514) 800-0677
Telephone: (514) 866-3636

Registry of Class Actions
<http://services.justice.gouv.qc.ca/dgsj/rrc/Accueil/Accueil.aspx>

THIS TEXT HAS BEEN APPROVED BY THE COURT. IN THE EVENT OF A DISCREPANCY BETWEEN THIS SUMMARY NOTICE AND THE COMPLETE NOTICE, THE LATTER SHALL PREVAIL.